

ALGER

Extract of Alger républicain



<http://www.alger-republicain.com/Halte-au-bradage-du-gaz-naturel.html>

Déclaration du PADS : Halte au bradage du gaz naturel Non au gaz de schiste dans notre pays !

- National - Gaz de schiste -
Publication date: jeudi 30 avril 2015

Description:

Gaz de schiste, politique énergétique du régime, dilapidation des ressources pétrolières, baisse des recettes d'exportation et hausse continue des importations des biens superflus et des sorties de devises :

PADS

08.04.15

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Gaz de schiste, politique énergétique du régime, dilapidation des ressources pétrolières, baisse des recettes d'exportation et hausse continue des importations des biens superflus et des sorties de devises :

- Halte au bradage du gaz naturel !

- Non au gaz de schiste !

- Contrôle du commerce extérieur !

Le régime persiste dans l'application de sa décision de se lancer dans l'exploitation du gaz de schiste. Cette position préoccupe de larges catégories de la population. Elle inquiète au plus haut point les populations des régions sahariennes. L'empoisonnement de l'eau des nappes fossiles par les substances chimiques nocives employées dans la fracturation des roches les condamnera à la soif. Il vouera à une mort certaine toute vie dans ces régions. Le rejet par les citoyens des régions du sud, et notamment à In Salah de la décision du pouvoir d'exploiter les gisements potentiels de gaz de schiste, est légitime. Les populations du Sahara, d'Adrar, de In Salah et d'autres régions ont raison de s'inquiéter des forages en cours et de s'y opposer. Elles sont instruites par les déboires que vivent les populations des régions où les sociétés multinationales ont procédé à l'exploitation du gaz de schiste. Elles savent qu'aux USA la chape de plomb imposée par ces sociétés empêche les populations touchées de divulguer l'ampleur des dégâts provoqués par la fracturation. Elles ont raison de n'accorder aucune confiance dans les assurances du gouvernement ou de Bouteflika de ne pas mettre en danger leurs conditions d'existence. Leur méfiance est d'autant plus légitime que le chef de l'Etat a réaffirmé sa volonté de mener « jusqu'au bout », comme il le dit, les travaux de recherche et de prospection engagés. Comme si les méthodes d'exploration n'étaient pas moins nocives que l'exploitation de ce gaz et comme si les études scientifiques et pratiques menées ailleurs (Etats-Unis, Pologne, Europe, etc.) n'ont pas disqualifié cette dangereuse « alternative ».

Les promesses de tenir compte des intérêts des citoyens de la région ont peu de chances d'être tenues car ce

régime est d'abord l'interprète des intérêts et des calculs politiques et mercantiles de la bourgeoisie. Il est sensible aux pressions des multinationales - dont Halliburton de Dick Cheney qui avait mis la main sur le pétrole irakien - et de leurs Etats impérialistes. Chacun sait que partout dans le monde les entreprises capitalistes se livrent à une course effrénée dans la fracturation du sous-sol pour assouvir leur soif de profit au mépris de la santé des habitants et en compromettant de façon irrémédiable les ressources en eau et la production alimentaire.

La décision prise par le pouvoir de se lancer dans le gaz de schiste a pour but d'assouvir les appétits des classes exploiteuses et parasitaires qu'il représente

Le pouvoir couvre cette dangereuse par les engagements qu'il a pris avec des entreprises étrangères. Cette décision a été prise dans le dos du peuple et sans débats préalables. Pour tenter de la justifier, il avance l'argument de la hausse de la consommation énergétique interne comme si cette hausse ne peut pas être ralentie par des mesures appropriées qui sanctionnent le gaspillage des classes aisées, comme si la demande énergétique croissante ne peut être satisfaite que par le gaz de schiste ou qu'il n'existait pas d'autres alternatives basées sur les énergies renouvelables et durables. Or cette croissance est engendrée par la voracité des classes dominantes qui s'enrichissent sans fin grâce à la dilapidation des ressources pétrolières. Elles poussent à l'importation sans limites et à l'acquisition irrationnelle de biens fortement consommateurs de carburants ou d'énergie électrique. La politique énergétique du régime est indissociable de sa politique d'ensemble. Elle consiste à assouvir les aspirations au luxe des plus riches. Alors que le prix du pétrole dégringole, il montre son incapacité à endiguer la hausse des importations massives de biens superflus suscitées par les appétits illimités des couches sociales privilégiées immensément enrichies par le vol et le pillage des revenus pétroliers.

Cette incapacité est le reflet de la nature des intérêts des classes qu'il représente et qu'il défend. Les revenus pétroliers accrus que le pays a enregistrés depuis la relance du cours mondial du pétrole au début des années 2000 n'ont pas servi à jeter les bases d'une relance industrielle. Le régime fait des discours sur la nécessité de promouvoir l'industrie mais dans les faits ils s'y oppose car une relance effective de l'industrialisation suppose le renforcement du rôle du secteur public productif et la planification des investissements. Bien qu'en principe la réhabilitation du secteur public n'ait pas forcément un caractère socialiste, les choix de classe de la bourgeoisie et de ses politiciens dans le pouvoir ou dans l'opposition tendent à s'opposer à toute mesure de nature à montrer la supériorité d'un secteur public préfigurant le socialisme sur le capitalisme.

Depuis le grand tournant opéré à la fin des années 1980, les ressources procurées par les hydrocarbures ont profité essentiellement à une classe minoritaire. Certes, par leurs luttes ininterrompues depuis 15 ans, les couches populaires ont arraché de substantielles conquêtes - construction de logements sociaux, de routes, adduction d'eau potable, raccordement au réseau d'électricité et de gaz, etc. Les résultats obtenus demeurent évidemment bien en deçà des possibilités que ces ressources auraient permises si le régime avaient été l'émanation des classes laborieuses. Une grande partie de l'argent du pétrole a été en effet volée et placée dans les banques étrangères ou a servi à l'acquisition de biens immobiliers à l'étranger. Il est notoire que le pillage s'effectue au moyen d'une grosse surfacturation des biens importés par la poignée d'importateurs qui détiennent un monopole de fait sur le commerce extérieur avec l'appui de leurs alliés haut placés dans les rouages du régime. Des commissions astronomiques se chiffrant en milliards de dollars sont versées par les entreprises étrangères à une multitude de responsables à l'occasion de commandes publiques. Tout un éventail de classes et couches sociales vit de façon parasitaire sur les ressources du pays. Depuis maintenant 30 ans, les ressources procurées par l'exportation des hydrocarbures ont été détournées des besoins du développement économique. Cette tendance antinationale et antipopulaire s'est aggravée de façon rapide depuis 20 ans avec les privatisations, la libéralisation du commerce extérieur. Et spécialement ces 15 dernières années à la faveur de la hausse des recettes pétrolières, avec le renforcement du poids économique et de l'influence politique des classes exploiteuses et parasitaires, avec l'imbrication très poussée entre les milieux d'affaires et les dirigeants du régime à tous les niveaux et dans tous les secteurs. Les prétentions insolentes du grand patronat, que ses protecteurs au sein du régime ont gavé de cadeaux fiscaux, de subventions et de privilèges de toutes sortes, en sont la manifestation la plus apparente. Désormais, la grande bourgeoisie

Déclaration du PADS : Halte au bradage du gaz naturel Non au gaz de schiste dans notre pays !

concentre d'immenses richesses entre ses mains grâce à ses liens avec l'Etat et de son soutien. Elle ne craint plus d'offenser les masses populaires en revendiquant ouvertement le droit de prendre directement possession des hydrocarbures. Comme elle vient de le faire par la voix de son nouveau représentant, le président du Forum des chefs d'entreprises.

Sous la pression de sa base sociale parasitaire, le régime est engagé dans une fuite en avant pour augmenter les recettes d'exportation du gaz. Ce choix met en danger l'avenir du pays et, inévitablement, la situation sociale déjà précaire de ses larges masses qui vont subir de plein fouet les conséquences financières de la chute des revenus pétroliers.

En fait, ce qui justifie la fuite en avant du régime dans une politique insensée de prospection, d'exploitation et d'exportation de gaz, conventionnel ou non-conventionnel, et des hydrocarbures en général, sans tenir compte des intérêts présents et à long terme du pays c'est :

- - Sa tendance inhérente à son caractère de classe à garantir un déversement incessant et croissant de flots d'argent dans les poches des couches qui constituent sa base sociale, importateurs, capitalistes industriels, gros agrariens, couches sociales parasites, larges fractions de l'appareil d'Etat, du sommet à la base, liées jusqu'au cou aux affaires. Toutes ces classes et couches sociales se moquent de l'intérêt national et n'ont qu'une seule idée en tête : « amasser le maximum d'argent et le plus longtemps possible » en récupérant au maximum les revenus pétroliers. La bourgeoisie n'a pas de patrie. Sa patrie se trouve là où elle peut entasser ses dollars et remplir ses coffres.
- - Sa volonté de préserver auprès des Etats impérialistes le statut d'allié fidèle en s'engageant à leur fournir le gaz qui se substituerait aux livraisons de la Russie, contribuant à affaiblir les positions de cette dernière dans la guerre économique et politique que ces Etats lui mènent. Par cette stratégie, le régime s'efforce avec constance de renforcer les soutiens extérieurs dont la bourgeoisie a besoin face au mécontentement des classes populaires indignées par son accaparement des richesses, par la scandaleuse inégale répartition de ces richesses.

Il existe une alternative révolutionnaire à la politique énergétique de classe du régime

Le régime enfonce le pays dans un choix absurde. Il exporte le gaz naturel « *conventionnel* » de Hassi Rmel dont les coûts de production sont notoirement bas. Il s'est fixé depuis des années pour objectif d'en exporter des quantités encore plus grandes. D'un autre côté, pour satisfaire la demande interne, il se lance dans un programme d'exploitation de gisements de gaz très coûteux. Il opte pour le gaz de schiste et pousse Sonatrach à dépenser sans compter dans son exploration. Il envisage de relancer aux frais du pays le projet « *Desertec* » d'approvisionnement de l'Allemagne et de l'Europe en électricité d'origine solaire ! Et il prépare les citoyens à accepter tôt ou tard une révision des tarifs de l'électricité pour payer la facture de ses choix de classe.

L'alternative à l'impasse à laquelle le régime conduit consiste à :

- - prendre des mesures pour arrêter l'importation de biens superflus ainsi que les sorties de devises occasionnées par le rapatriement des profits des sociétés étrangères qui se sont installées dans la finance et les services inutiles à la nation ;
- - à reprendre le contrôle des importations par l'État ;
- - à annuler les projets d'extension des capacités de production et d'exportation de gaz naturel, à réduire les exportations actuelles afin d'assurer pour des décennies encore l'approvisionnement du pays avec le gaz propre et peu coûteux de Hassi Rmel.

Déclaration du PADS : Halte au bradage du gaz naturel Non au gaz de schiste dans notre pays !

Le pays peut assurer à ses travailleurs et à ses couches laborieuses des conditions de vie digne et le bien-être social, il peut produire et investir dans l'industrie et l'agriculture avec moins de la moitié des recettes d'exportation enregistrées ces dernières années.

Le régime actuel ne peut mettre en application une telle politique. Cela ne signifie pas que le combat contre sa fuite en avant dans le gaz de schiste et dans la dilapidation de l'argent des hydrocarbures est inutile. Ce combat doit se renforcer et s'élargir. La solidarité avec les populations du sud doit s'exprimer sous toutes les formes. Car ce combat prépare aussi une lutte plus déterminée pour l'avènement d'un régime progressiste qui ouvrira la voie au socialisme, qui représentera les intérêts de la classe ouvrière, de la petite paysannerie et de toutes les couches sociales qui vivent de leur travail. Ce régime sera capable grâce à l'organisation, à l'union et à la mobilisation des masses populaires, à la satisfaction des aspirations des travailleurs manuels et intellectuels, grâce aussi à la solidarité avec les travailleurs et les peuples des autres pays, de faire face à toutes les menaces des États impérialistes et aux agissements de leurs alliés internes. Ce régime se dressera contre les ingérences impérialistes dans les affaires des peuples du monde. Il oeuvrera au respect de leur souveraineté, pour la paix dans le monde et la coopération sur la base de l'égalité entre tous les pays.

PARTI ALGERIEN POUR LA DEMOCRATIE ET LE SOCIALISME

PADS

8 avril 2015